

Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;
- en exploitant les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Sujet : « À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que la protection sociale contribue à la justice sociale. »

DOCUMENT 1

Montants annuels moyens des niveaux de vie¹, des prélèvements et des prestations par unité de consommation en 2019, en France (en euros)

	Inférieur à D1	Supérieur à D9
Niveau de vie moyen avant redistribution (A)	3 260	79 660
Prélèvements	- 200	- 20 410
Dont :		
- financement de la protection sociale (cotisations et contributions sociales)	- 190	- 7 730
- impôts directs (impôt sur le revenu, taxe d'habitation et impôt sur la fortune immobilière)	- 10	- 12 680
Prestations	7 140	190
Dont :		
- prestations familiales	1 900	110
- aides au logement	1 890	10
- prime d'activité et minima sociaux	3 350	70
Niveau de vie moyen après redistribution (B)	10 200	59 440
Taux de redistribution (B-A)/A (en %)	212,9	- 25,4

Source : D'après INSEE, 2019.

Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

1 : Le niveau de vie correspond au revenu disponible par unité de consommation, c'est-à-dire en tenant compte de la taille et de la composition des ménages.

Lecture : en 2019, les 10 % de personnes les plus modestes ont été prélevées en moyenne de 200 euros par unité de consommation, leur niveau de vie annuel moyen avant redistribution par unité de consommation s'élève à 3 260 euros.

DOCUMENT 2

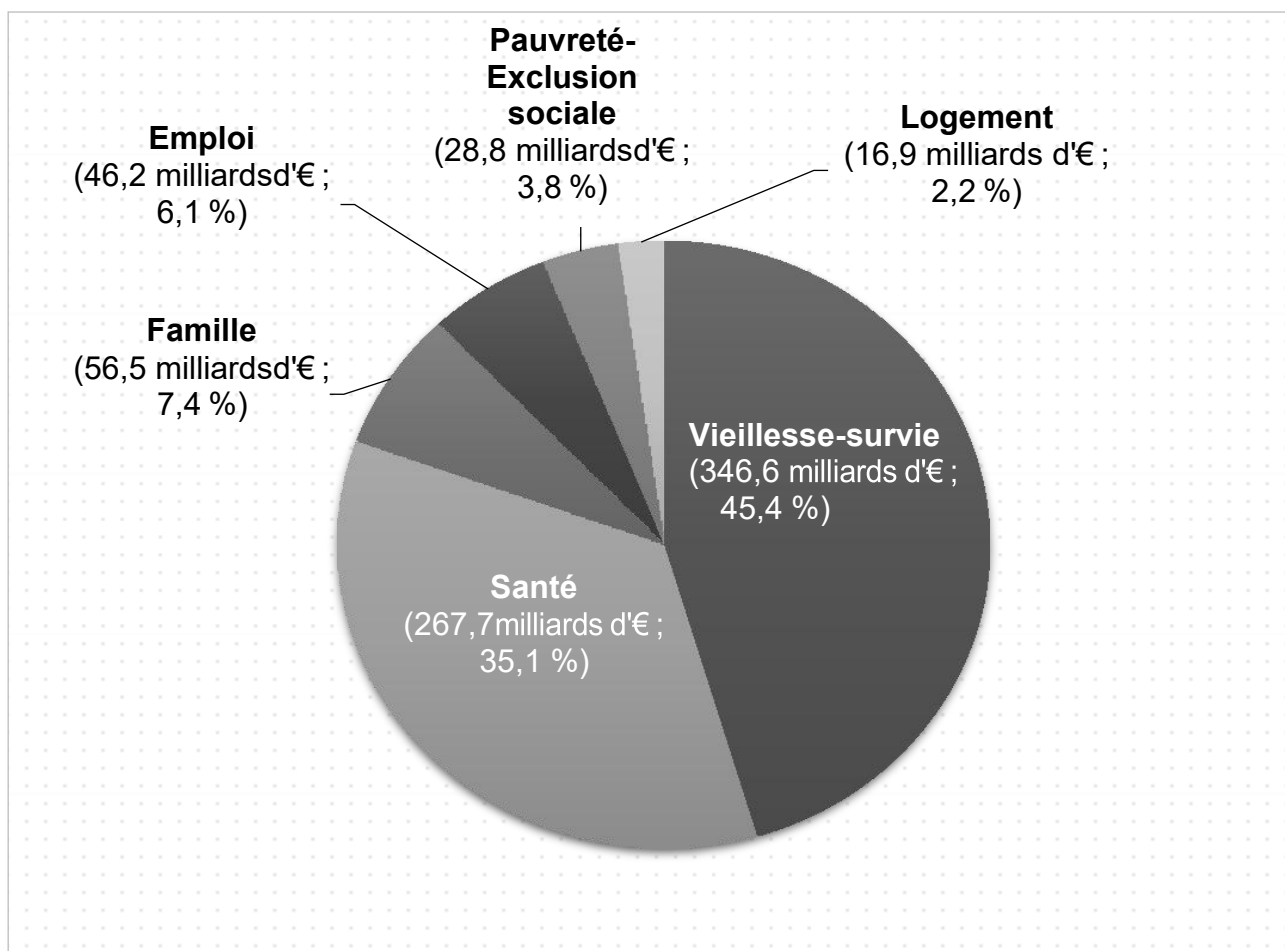
La protection sociale a une double logique. La logique d'assurance [...] cherche à maintenir le niveau de vie en cas de réalisation des risques sociaux. Elle met en œuvre une solidarité professionnelle fondée sur une relation étroite avec les références d'emploi et fait appel à des contributions assises sur les revenus d'activité pour financer les prestations. La logique d'assistance, qui s'inscrit dans une conception minimaliste de la protection sociale ciblée sur les besoins, est au contraire ancrée sur les valeurs de solidarité nationale et d'aide aux populations vulnérables ou démunies. Elle repose sur un financement par l'impôt et donne lieu à des prestations sous conditions ressources.

[...] La protection sociale n'existe de toute façon que si elle dispose des fonds nécessaires à son financement. Or la collecte de ces fonds s'effectue auprès des contribuables par l'impôt et auprès des salariés sur les revenus professionnels. Les entreprises et les ménages participent donc toujours au financement de la protection sociale, soit directement par le biais de la cotisation sociale, [...] soit indirectement par la voie de la fiscalité. [...]

Source : Chantal EUZEBY et Julien REYSZ, *La dynamique de la protection sociale en Europe, 2014*.

DOCUMENT 3

Prestations de protection sociale, par risque social, en milliards d'euro et en % du total, en France en 2019



Source : d'après la Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES), 2020.